

Grève nationale dans le supérieur en Tunisie : Une lutte massive des jeunes contre l'impérialisme européen !

Guillaume SUING

31 janvier
2015



Analyse du Traité Européen d'intégration de la Tunisie et interview de camarades étudiants tunisiens actuellement en lutte dans les facultés contre ce traité.

Une grève étudiante massive et nationale a démarré en Tunisie au début du mois de janvier dans les écoles publiques d'ingénieurs, dans un contexte post-électoral où le « laïc » Essebsi succède au président des islamistes Marzouki.

Cette première lutte à laquelle est confronté le nouveau gouvernement n'est pas liée à cette transition de pure forme mais plutôt à des réformes structurelles imposées par Bruxelles, ratifiées par les islamistes au pouvoir (sur la base d'un Plan d'Action co-élaboré en avril dernier par la Commission Européenne et les islamistes) et qui sera mis en œuvre par le nouveau gouvernement Nidaa Tounes, notamment sur son volet « voie professionnelle et recherche ».

Le Plan d'Action 2013-2017 élaboré par la Commission Européenne est un document assez clair sur les intentions de l'impérialisme européen concernant le territoire tunisien et plus largement le Maghreb. « Grâce à la révolution, des perspectives radicalement différentes s'ouvrent aujourd'hui dans les relations entre la Tunisie et l'Union européenne » dit le protocole, en ajoutant qu'est prévue « la conclusion d'un accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) entre la Tunisie et l'Union européenne qui contribuera à l'intégration progressive de la Tunisie au marché intérieur de l'Union européenne en vue de parvenir à terme à l'édification d'un Espace Economique Commun. »

Suit une liste des secteurs qui feront l'objet de « réformes » sur la semi-colonie : « L'intégration bénéficiera d'un dialogue renforcé sur les réformes socio-économiques y compris la performance économique, la promotion des PME, (...) ainsi que d'une coopération sectorielle étendue couvrant des domaines clés tels que l'énergie, les transports, l'industrie, l'agriculture, (...) ». On y prévoit « l'amélioration de possibilités d'accès au marché (...), la poursuite de la mise en œuvre des engagements pris sur la mise en œuvre d'une politique de concurrence efficace (...), l'échange des informations sur les monopoles d'Etat, les entreprises publiques et les entreprises auxquelles des droits spéciaux ou exclusifs ont été octroyés en vue de faciliter la progression de la Tunisie dans la mise en œuvre de l'article 37 de l'Accord d'association ». Bref il s'agit d'accélérer brutalement le processus de privatisation du secteur public, encore relativement développé en Tunisie (même s'il dépend essentiellement d'une bourgeoisie bureaucratique pro-impérialiste encore largement corrompue, issue de la période Bourguiba / Ben Ali : « L'intervention généralisée de l'État dans l'économie continue à limiter la concurrence sur les marchés internes et à ralentir l'intégration commerciale aux marchés mondiaux dans les secteurs des [services](#). Les nombreuses restrictions qui limitent le nombre d'entreprises autorisées à opérer sur un marché donné, combinées aux monopoles légaux (publics) et aux contraintes réglementaires excessives, circonscrivent la concurrence. Les

secteurs où les investissements sont assujettis à des restrictions comptent pour près de 50% de l'économie tunisienne. » C'est la définition même de la prédation impérialiste !

Des exemples : « Promouvoir la coopération dans le domaine de la recherche scientifique et du transfert technologique ; Développer et renforcer des réseaux, infrastructures et interconnexions (gaz, électricité, pétrole) en Tunisie ; Poursuivre les réformes des secteurs du gaz et de l'électricité en convergeant avec l'acquis de l'UE, y inclus par l'adoption des codes électricité et gaz ; Mise en place d'un régulateur et élimination progressive des distorsions des prix [entendre qu'il s'agit de supprimer le dernier verrou permettant encore aux tunisiens de vivre décemment : la caisse de compensation étatique qui permet jusqu'aujourd'hui de fixer le prix des produits de première nécessité comme la farine ou le lait et d'empêcher leur inflation !] ».

En matière d'enseignement supérieur et de recherche en particulier, il s'agit de procéder, dans le sillage des accords de Bologne (2005) à une privatisation progressive de l'enseignement et à une adaptation mécanique aux besoins non des étudiants mais du patronat industriel implanté localement. Le texte indique une volonté « d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie de réforme de la formation professionnelle en articulation avec celle à prévoir de l'enseignement supérieur vers une plus grande adéquation aux besoins du marché du travail. (...) Améliorer la qualité et la gouvernance du système d'enseignement supérieur en Tunisie et renforcer l'employabilité des diplômés de l'enseignement supérieur. Renforcer de la gouvernance, de l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur » : en clair privatiser l'enseignement supérieur pour servir les patrons et non l'accès du peuple à une large offre d'enseignement !

Z., une camarade étudiante de l'UJML et de l'UGET précise les modalités de cette grève étudiante dans la ville de Sfax (deuxième plus grande ville après Tunis) : « Le mouvement a pris dans la quasi-totalité des écoles d'ingénieurs et les écoles préparatoires, alors que nous sommes en pleine période d'examens ! Nos revendications se concentrent autour des modalités d'entrée dans les écoles privées (qui acceptent des étudiants ayant échoués dans les écoles d'ingénieurs publiques). Ces écoles privées sont soit fondées soit sponsorisées par des grandes entreprises privées et des hommes d'affaire qui contrôlent totalement le marché tunisien. Nous sommes donc en guerre contre le pouvoir capitaliste qui dévalorise la qualité de notre enseignement, pour protéger la valeur de nos diplômes. 62 écoles d'ingénieurs privées ont été ouverte pour au moins 30000 étudiants avec de gros moyens financiers que le public n'a pas. A présent on impose aux écoles publiques des modes de fonctionnement qui ressemblent de plus en plus au privé, à la demande de l'Union Européenne, pour favoriser et faciliter encore le passage des étudiants vers le privé, directement géré par les patrons et mieux adapté aux exigences des marchés locaux.

Les manifestations se multiplient devant les rectorats, comme ici à Sfax. Nous avons le soutien de nos professeurs pour continuer la lutte contre la privatisation de notre enseignement et les diktats euro-américains. Des écoles de médecine et des facultés commencent à se solidariser à notre mouvement. Par contre les pressions se multiplient contre nos camarades qui négocient ou prennent des contacts avec d'autres facultés. Un camarade vient d'être arrêté par la police le 8 janvier par exemple.

Les syndicalistes islamistes essayent quant à eux de réduire nos revendications contre la privatisation en une simple lutte très ponctuelle contre les « passerelles » proposées par les Ministères (Enseignement supérieur et de la Recherche d'une part et Travail - Formation professionnelle d'autre part) : Ces passerelles permettraient aux élèves des filières professionnelles engorgées de passer dans les écoles supérieures. Les islamistes, en appui de la privatisation imposée par l'UE et le gouvernement, affirment qu'on ne doit pas lutter contre le privé, pour éviter que l'économie nationale, fondée sur le capital privé étranger, ne soit déstabilisé complètement. Mais les étudiants sont en général conscients que notre problème est principalement lié aux écoles privées. »

A Tunis, la lutte a le même caractère, avec des revendications similaires. A., militant UJML et UGET précise : « La grève a été déclenchée spontanément mais les islamistes ont commencé à la dévier dans ses revendications. Certaines écoles continuent de refuser ce traité de l'ALECA dans son ensemble. Aujourd'hui on essaie de populariser les mots d'ordre de l'UGET, de souveraineté nationale contre l'impérialisme. Mais les étudiants islamistes ont fait un travail méthodique sur facebook pendant les vacances scolaires pour réduire le problème à la passerelle entre les deux Ministères, en direction des étudiants qui étaient sur le point de manifester contre la privatisations des écoles d'ingénieurs ».

La lutte contre l'impérialisme européen reste morcelée et difficile, déviée par les forces politiques dominantes libérales islamistes (qui ont engagé le processus) et RCDistes au pouvoir (qui vont le poursuivre), réprimée directement ou menacée médiatiquement par la stratégie de la peur (un peu comme celle qui nous accusait de ne pas avoir de plan B lors de la campagne pour le NON à la Constitution Européenne en 2005), mais elle doit impérativement s'élargir, car tous les secteurs de l'économie tunisienne seront touchés brutalement, et se renforcer en tout cas de soutiens internationalistes, y compris celui des progressistes anti-impérialistes militants dans les pays de l'UE prédatrice.

On voit bien que pendant que les États-Unis œuvrent à imposer l'ouverture des marchés de l'UE à ses Firmes Transnationales (avec notamment le projet TAFTA qui préfigure l'OPA de General Electric sur Alstom au détriment de Siemens), l'UE dicte l'ouverture des marchés africains à ses propres firmes Transnationales à travers l'ALECA en Tunisie, et les APE (Accord de Partenariat Economique) en Afrique de l'ouest et du centre. C'est en cela que les luttes contre TAFTA dans les pays de l'UE, l'ALECA en Tunisie et l'APE en Afrique doivent être l'occasion de construire un front uni internationaliste des peuples contre la mondialisation libérale impérialiste !

»» http://cercles.communistes.free.fr/cc5962/publi.php++cs_INTERRO++idArticle=2015_01_19_aleca